

IMPACT SOCIOÉCONOMIQUE DES TRANSFERTS MONÉTAIRES DES MIGRANTS INTERNATIONAUX VERS LES FAMILLES D'ORIGINE : CAS DE LA REGION DE ZINDER AU NIGER

Laouali BRAH MALAM MAMAN

Université Panafricaine et l'Université de Yaoundé II, Cameroun

brahmamanlaouai2@gmail.com

Résumé : L'objectif de cette recherche est de montrer l'impact des transferts monétaires des migrants internationaux de la région de Zinder au Niger. Elle vise à identifier les transferts de fonds qui favorisent le développement socioéconomique des ménages d'origine des migrants. Dans la conduite de notre recherche, les données primaires et secondaires sont utilisées. Dans un premier temps, les résultats de cette recherche ont montré que les migrants transfèrent des fonds en grande majorité dont le but principal est de fournir des supplémentaires à leurs ménages pour répondre aux besoins de base et améliorer les conditions de vie de leurs familles. A cet effet, les transferts monétaires des migrants contribuent positivement au bien-être socioéconomique des ménages d'origine. Ils contribuent à la réduction de la pauvreté en leur permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de la santé, de l'éducation de leurs enfants et l'amélioration de leur cadre de vie. Les transferts monétaires des migrants offrent aussi aux ménages bénéficiaires un capital économique leur permettant d'exercer des petits commerces, et d'investir dans l'agriculture, l'élevage, le foncier etc.

Mots-clés : migration internationale, transferts monétaires, migrants de retour, socioéconomique, ménages

SOCIO-ECONOMIC IMPACT OF REMITTANCES FROM INTERNATIONAL MIGRANTS TO THEIR FAMILIES OF ORIGIN: THE CASE OF THE ZINDER REGION IN NIGER

Abstract: The objective of this research is to show the impact of cash transfers from international migrants in the Zinder region of Niger. It aims to identify remittances that promote the socio-economic development of migrants' households of origin. In conducting our research, both primary and secondary data are used. Initially, the results of this research showed that the vast majority of migrants transfer funds whose main purpose is to provide additional funds to their households to meet basic needs and improve the living conditions of their families. To this end, migrant remittances contribute positively to the socioeconomic well-being of the households of origin. They contribute to poverty reduction by allowing them to improve food security, access to health care, education for their children and the improvement of their living environment. Remittances also provide beneficiary households with economic capital that allows them to engage in small businesses, and to invest in agriculture, livestock, land, etc.

Keywords: International migration, remittance, return migrants, socio-economic; households

Introduction

Les transferts de fonds des migrants constituent de nos jours aujourd'hui une source importante de devises indispensables pour les pays en voie de développement. La prise en charge des besoins de base de la famille d'origine (alimentation, cérémonies, santé, logement) par le migrant constitue une fonction primordiale des transferts d'argent et se justifie même par la nature collective de la migration qui, selon plusieurs auteurs, répond à un arrangement économique tacite entre les membres du ménage (Ndione et Lalou, 2004). Les résultats de l'impact de la migration sur la scolarisation des enfants au Tadjikistan, indiquent que les enfants d'en âge d'aller à l'école vivant dans des ménages de migrants ont une probabilité inférieure à 10,3 points de pourcentage d'être scolarisés, par rapport au scénario contrefactuel d'enfants vivant dans des ménages non migrants E. Murakami (2021). Cette problématique migratoire s'est installée dans le débat politique tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine. Elle fait aussi l'objet d'une attention soutenue depuis que l'Assemblée Générale des Nations Unies a décidé en 2003 de se pencher sur l'organisation d'un dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement en 2006 (Nations Unies, 2010). C'est une question majeure des politiques étrangères et nationales. Au niveau de la politique étrangère, la migration a gagné en visibilité en devenant l'une des questions clefs dans les négociations bilatérales et multilatérales S. Amadi (2008). Cependant, les questions sur les transferts monétaires des migrants présentent des faits très variés et parfois contradictoires dans les évaluations des impacts, sur les économies et sociétés nationales. Par ailleurs, on peut ajouter que les fonds envoyés sont une bouffée d'oxygène puisqu'ils présentent une source importante de revenu additionnel pour de nombreux ménages bénéficiaires Y. Zourkaleini et al (2013). En revanche, les transferts de fonds deviennent comme une bénédiction pour

Les familles qui les reçoivent. Ainsi, ils sont une manne financière et un revenu supplémentaire par lequel les ménages bénéficiaires peuvent régler leurs dépenses quotidiennes (nourriture, vêtements, santé, logement et équipement électronique). De plus, ces fonds qui sont souvent transférés par montants de quelques centaines de dollars permettent à un nombre important de ménages bénéficiaires de sortir de la pauvreté et garantir un niveau de consommation élevé et stable surtout dans les périodes de récession économiques.

E. Fullenkamp, (2013)

Les transferts constituent pour les familles une source de revenu qui est l'équivalent fonctionnel d'une assurance contre la maladie, permettent également de financer l'éducation des enfants, de se prémunir contre les conséquences des aléas climatiques pour les familles vivant en milieu rural, de compenser enfin un impossible accès à un crédit institutionnel pour couvrir toute autre forme de dépenses ou d'investissements. Les transferts limitent donc les risques de paupérisation en ce qu'ils sont investis pour la plupart des cas, dans l'achat des marchandises courantes et le logement, l'amélioration des techniques culturelles et dans une moindre mesure, le commerce et l'artisanat. Au Niger dans la région de Zinder, l'un des aspects les moins connus, est celui des conséquences de ces transferts monétaires sur le bien-être des ménages, notamment en ce qui concerne l'impact social et économique. Il convient en effet de souligner que d'après l'approche microéconomique, le migrant envoie des fonds chez lui parce qu'il se soucie du bien-être de sa famille dans le pays d'origine, et les transferts entraînent la satisfaction de l'émigrant qui contribue à la réduction de la pauvreté de ses proches C.W. Stahl et F. Arnold (1986). De plus, c'est une régularité

empirique que le migrant a généralement un niveau d'éducation plus élevé que les membres de la famille qui restent à la maison tout comme les non diplômés qui peuvent se rendre dans d'autres pays pour la recherche d'un mieux-être. Pour le migrant, avoir une famille dans le pays d'origine est une assurance contre les mauvais moments qui peuvent également se produire dans le pays d'accueil. Dans cette approche, l'émigration devient une stratégie de coassurance avec les envois de fonds jouant le rôle d'une réclamation d'assurance. Ainsi, les ménages dépendent dans la plupart du temps des transferts de fonds que les travailleurs et les migrants nationaux et internationaux envoient à leurs communautés d'origine. L'émigration des personnes du milieu rural dans cette région du Niger et le retour après leur séjour à l'étranger restent primordiaux et bénéfiques pour les familles restées au pays qui bénéficient de la rente migratoire (F. Gubert, 2007 ; F. Boyer, 2013). Les transferts de fonds des émigrés sont devenus une source importante du développement socio-économique des ménages et dans l'économie locale de la région dans la mesure où ils représentent une part significative des ressources de la région et constituent une source financière pour les familles des émigrés.

1. Démarche méthodologique de la recherche

La recherche documentaire est l'une des étapes les plus importantes pour la réalisation de ce travail. C'est ainsi que nous l'avons jugée utile par le fait qu'elle nous ait permis d'avoir des éléments de réflexions sur le sujet. Nous avons consulté les ouvrages susceptibles de fournir des informations sur la migration et les transferts de fonds (mémoires, thèses, rapport et quelques articles scientifiques publiés sur les sites Internet, les documents administratifs etc.). Le travail du terrain quant à lui, a été réalisé sur la base de certains outils élaborés. Ces travaux ont donc consisté d'abord en un déplacement sur le terrain ensuite en la collecte proprement dite des données. Pour mener les enquêtes, nous avons décidé de ne retenir que trois (3) communes à fort taux d'émigration de la région de Zinder à savoir la commune urbaine de Matameye, la commune rurale de Kantché et la commune rurale de Kourni. L'ensemble des ménages et migrants de retour qui se trouvent dans les trois (3) chefs-lieux des communes dont deux rurales et une communauté urbaine constituent la population cible de notre étude. La technique du choix raisonné est utilisée pour déterminer notre échantillon. Ce choix se justifie par le fait qu'on devait procéder au dénombrement des ménages bénéficiaires des fonds et des migrants de retour dans chaque commune sélectionnée. Etant donné qu'il était prévu d'enquêter sur un échantillon de cinq cent (500) ménages et migrants de retour y compris, nous n'avons en définitive enquêté que trois cent (300), (200 ménages et 100 migrants). Ces chiffres se justifient par le fait que nous avons constaté que les réponses données par les enquêtés ne nous fournissaient plus de nouvelles informations et que nous avions le souci de ne pas s'éterniser sur le terrain. Le questionnaire a été le principal outil utilisé au moyen desquels les données ont été recueillies sur le terrain. Mais pour avoir plus d'informations sur la migration et les transferts monétaires, nous avons élaboré des guides d'entretien adressés aux autorités communales, aux personnes ressources et à quelques séances de focus group. L'enquête sur le terrain a été réalisée du 10 juin au 30 septembre 2021. La collecte des données a été faite par deux (2) enquêteurs et nous-même. Ces passages nous ont permis de faire le tour de la question tout en faisant des observations sur les différentes réalisations faites par les migrants dans leurs ménages d'origine. Ce travail s'articule autour de deux (2) principaux points. Le premier point présente la démarche

méthodologique de la recherche et le deuxième point fait l'analyse des résultats obtenus et les discussions de la recherche.

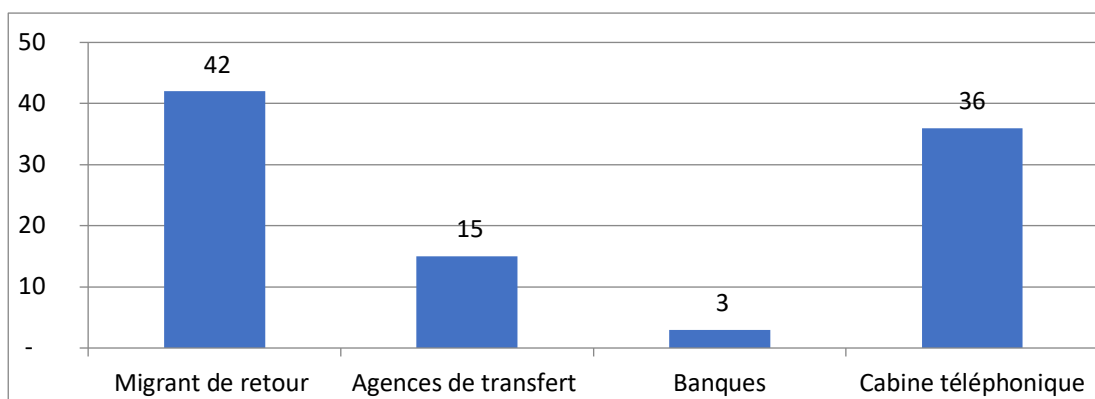
2. Résultats et discussions

Dans la région de Zinder, les transferts de fonds s'effectuent à travers différents canaux officiels et non formels, et proviennent de destination de tous les continents. Les transferts sont le résultat d'échanges interindividuels, conséquences de différentes motivations. La première explication avancée pour l'existence des transferts est l'altruisme : le migrant transfère des fonds à sa famille car il tient à elle et souhaite l'aider. C'est pourquoi tous les migrants enquêtés ont déclaré envoyer de l'argent à leurs ménages.

2.1 Les canaux de transferts monétaires des migrants dans la région de Zinder

Les résultats de notre enquête révèlent que tous les migrants enquêtés envoient des fonds à leurs familles. Les transferts effectués par des migrants proviennent généralement des pays de l'Afrique Occidentale plus particulièrement le Nigeria, le Benin, la Côte d'Ivoire. Il est aussi important de souligner que les canaux informels comme l'utilisation de migrants de retour sont parfois utilisés. Cela s'explique par le fait que les émigrés n'accordent pas une grande importance à l'envoi par les voies officielles, bien que l'argent confié au migrant de retour court le risque du détournement par ce dernier. Mais l'importance d'envoi par ces canaux officiels est ignorée par les émigrés. Cependant les agences de transfert d'argent semblent être appréciées par les ménages. Elles présentent de nombreux avantages pour ces derniers. Le téléphone portable a donc permis le développement de nouvelles méthodes d'envois de fonds dans les ménages surtout dans des situations critiques comme celles de crises alimentaires P.F. Kouassi (2014). Le graphique ci-dessous détaille les canaux de transferts de fonds des émigrés.

Graphique 1: Répartition des canaux de transferts de fonds par les émigrés



Source : Données de l'enquête, juillet 2021

L'analyse du graphique 1 montre que 42% de migrants envoient de l'argent par le système de migrant de retour. Ce mode de transfert de fonds peut aussi s'effectuer à travers les amis, des parents, conducteurs taxis motos ou de bus de transport qui peuvent aussi bien transmettre que par l'émigré lui-même lors d'une visite à sa famille. Il peut également s'adresser à des commerçants ou à des structures parfois très anciennes basées sur des appartenances ethniques et/ou religieuses. Le mode

traditionnel utilisé par le migrant est une pratique ancienne très prisée qui consiste de transférer de l'argent aux proches restés aux villages. En fait, ce système est très simple où les migrants profitent du retour d'un des leurs ou un commerçant pour envoyer soit de l'argent dans une enveloppe sur laquelle est mentionné le nom du destinataire, ou des biens en espèce.

Ensuite les résultats nous révèlent que 15% et 3% de migrants utilisent le circuit formel pour envoyer de l'argent. Le recours à ces circuits est surtout lié au fait que les agences de transferts d'argent sont très développées ces derniers temps dans plusieurs communes rurales de la région de Zinder et aussi à l'installation des réseaux des téléphones mobiles qui garantissent l'accessibilité à l'internet pour faciliter la transaction dans lesdites communes. C'est pour ces raisons que les migrants utilisent les voies formelles qui tiennent plus de la garantie de réception de fonds à sa famille mais aussi de la rapidité, de la confiance, de la proximité géographique, de la commodité en termes de familiarité sans occulter l'accessibilité, la confidentialité et la langue. Il faut aussi souligner le statut illégal de certains émigrés et la situation géographique des structures formelles de transferts monétaires et même la religion musulmane orthodoxe sont des raisons qui poussent les migrants à avoir recours aux canaux informels (Kouassi, 2014). Mais le recours par les migrants du circuit informel est donc imputable à la carence des politiques macroéconomiques des migrants dans le pays S. Puri et T. Ritzema (1999).

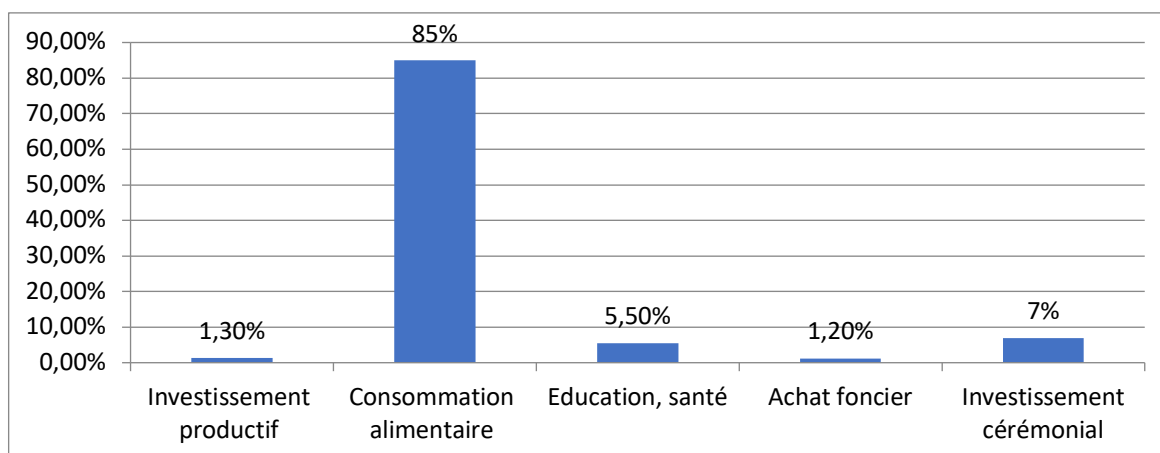
Il faut noter que les moyens de transferts modernes sont souvent confrontés à des problèmes. S'agissant du retrait par western union, il se pose le problème de déplacement d'un village au chef-lieu de la région de Zinder pouvant amputer une portion importante de l'argent retirée et ensuite la non-disposition des pièces d'identités par le propriétaire, comme condition du retrait. Pour le cas du transfert par cabine téléphonique qui est de 36%, c'est l'indiscrétion qui pose problème. Car, l'opération s'effectuant en public peut donner lieu au vol ou à l'agression. La saisie par les agents de la douane, la perte ou l'égarement des colis à cause de la non identification du destinataire, l'abus de confiance ou le détournement, les probables attaques par des bandits armés, le retard dans l'acheminement etc., sont entre autres les difficultés qui sont liées aux modes traditionnels. Aussi, parler de l'argent reste un véritable problème, il a été difficile pour les enquêtés en général de répondre aisément. Et particulièrement pour les ruraux qui, d'ailleurs sont très retissant à l'idée d'en parler. Ainsi, estimer les fonds transférés par les migrants n'a pas été possible dans ces quelques communes enquêtées pour des raisons de discrétion. C'est pourquoi, l'utilisation des voies non officielles rend l'estimation des fonds très difficile dans cette communauté.

2.2 Les perceptions des migrants sur l'utilisation des fonds transférés

Les transferts de fonds constituent aujourd'hui un aspect endogène du processus migratoire, dans la mesure où ils sont le fruit d'arrangements mutuellement bénéfiques entre les migrants et leurs familles. En effet, les motifs qui sous-tendent les transferts de fonds des migrants à destination de leurs familles restées au pays sont essentiellement d'améliorer le niveau de vie de ces dernières. De ce fait, le caractère altruiste du transfert de fonds réside dans le fait qu'ils sont généralement destinés à l'entretien de la famille. Ils ont pour but d'aider à la satisfaction des frais de santé, de scolarisation, aux dépenses à caractère social et religieux ayant parfois une dimension ostentatoire (mariages, baptêmes) à l'intérieur de la sphère familiale. Ils ont aussi pour but d'aider celle-ci à satisfaire ses besoins courants : les principaux étant des cas de

maladies et de décès survenus localement ainsi que la participation à la scolarisation des fratries et autres liens familiaux P.Kamdem (2007). L'analyse du (graphique 2) montre que 85% des fonds reçus par les ménages sont destinés à la consommation. Il s'agit dans ce sens de l'achat des denrées alimentaires. Les entretiens réalisés avec les autorités communales, et quelques personnes ressources, soulignent que les transferts de fonds perçus par les ménages sont presque entièrement utilisés pour des dépenses en consommation des ménages. C'est donc un enjeu vital pour les populations, notamment les communautés vivant dans les zones rurales où l'économie est très peu développée engendrant une forte émigration. Ces fonds reçus permettent d'abord à payer des vivres notamment le mil, le riz, le maïs et des popotes comme les pâtes alimentaires. Avec le déficit conséquent céréalier de la zone rurale ces dernières années, les transferts des fonds des migrants à leurs familles sont considérés comme une source de survie des ménages récipiendaires. Ces transferts d'argent sont tellement importants pour les populations de ces communes que certains affirment que des villages souffriraient sans l'émigration S. Aboubacar (2015).

Graphique 2: Destination de fonds reçus par les ménages dans les communes



Source : Données de l'enquête, juillet 2021

L'analyse du graphique 2 montre clairement la destination des fonds perçus par les ménages. Il s'agit de l'utilisation de manière considérable aux achats de denrées alimentaires en vue de la satisfaction des ménages, en consommation quotidienne pour leur bien-être, surtout ceux qui vivent en milieu rural. En effet, cette utilisation des fonds sur la consommation alimentaire est due au fait que beaucoup de ménages connaissent des déficits céréaliers créant ainsi une situation d'insécurité alimentaire. Donc il s'agit pour les ménages d'utiliser en grande partie les fonds reçus pour faire face à ce déficit. Par contre, cette situation peut mettre les ménages bénéficiaires dans la dépendance au vu de la fréquence utilisée par les émigrés pour les envois, et ne contribue que de façon occasionnelle au développement économique des ménages. Dans la plupart de ménages, les fonds reçus sont généralement dépensés avec l'idée d'en recevoir d'autres à des prochaines échéances parfois non précisées pour les transferts. Les échanges que nous avons eus à effectuer avec certains ménages récipiendaires des fonds nous permettent de dire que dans la plupart de cas, les fonds reçus par la famille permettent de couvrir les dépenses quotidiennes de ménages. Ces fonds transférés correspondent ainsi à une source de revenus principale pour les ménages. Il est important de souligner que dans certaines situations, la dépendance

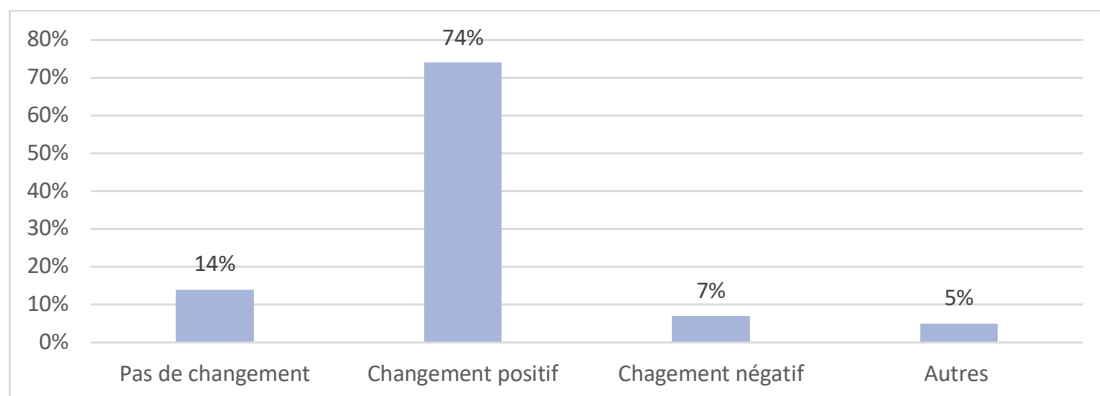
des ménages vis-à-vis des transferts de fonds engendre parfois quelques inquiétudes dans les ménages, en raison de l'utilisation importante des fonds reçus sur des dépenses de consommation parfois qualifiées de grandiose, et qui fait diminuer l'orientation des fonds vers les investissements productifs.

D'autres destinations de fonds des ménages concernent les investissements productifs qui sont de l'ordre de 1,3% contre celui de l'éducation et la santé avec 5,5%. Les ménages financent les frais d'études de leurs enfants qui ont épuisé leur scolarité dans les écoles publiques. Il s'agit aussi de payer les frais de soins des ménages quand le besoin des membres desdits ménages se fait sentir. Concernant l'investissement productif, l'utilisation des fonds est orientée vers les fonds de commerce, l'agriculture et l'élevage afin d'améliorer le développement économique des ménages. Quant à l'utilisation des fonds sur les cérémonies (7%), ce sont des dépenses liées aux cérémonies des mariages, baptêmes, etc... qui sont considérées comme des coutumes obligatoires caractérisant la vie sociale de la population.

2.3 Les transferts monétaires, une source de revenus à l'amélioration des conditions de vie des ménages d'origine des migrants

Les migrations internationales, à travers les transferts de fonds jouent un rôle important dans le bien-être socio-économique des ménages et des communautés dans les communes à fort taux d'émigration de la région de Zinder. La migration circulaire ou saisonnière permet d'améliorer les conditions socioéconomiques des familles des migrants et des communautés qui, souvent, n'auraient pas pu subvenir à leurs besoins en cas de mauvaises productions agricoles et d'insécurité alimentaire. Selon les données de résultats de notre enquête, les migrations internationales restent un phénomène qui contribue à améliorer les conditions de vie des ménages du fait des transferts de fonds, des ressources et leur utilisation dans les ménages (graphique 2). Ces résultats montrent que des migrants enquêtés, déclarent avoir envoyé des fonds aux ménages (graphique 1). Lorsqu'il a été demandé aux personnes interrogées dans le cadre de l'enquête si les migrations internationales d'un membre de leur famille avaient apporté un changement à leur ménage, les ménages ont déclaré qu'elles avaient apportées un changement positif, comme négatif, tandis que d'autres ont perçu la migration d'un membre de leur famille comme n'apportant aucun changement. Ce graphique nous donne plus de détail sur l'impact des migrations internationales dans les ménages de notre zone d'étude.

Graphique 3 : Perception des ménages sur l'impact des transferts monétaires



Source : Données de l'enquête, août 2021

L'analyse de ce graphique 3 montre clairement l'appréciation des ménages sur l'impact des migrations internationales. Il ressort de ces résultats que 74 % ont déclaré leur satisfaction de l'impact positif qu'apportent les migrants dans les ménages contre seulement 7% qui avouent qu'ils constatent que les impacts sont négatifs. Ces ménages sont ceux dont les enfants n'envoient que très rarement les fonds, ou n'existant aucun membre des ménages en situation d'émigration. De ce fait, les discussions des groupes parmi les migrants de retour et les entretiens avec les leaders communautaires que nous avons réalisés concordent avec les résultats de notre enquête auprès des ménages, car la majorité d'entre eux considèrent que la migration apporte un changement positif à leur foyer. Comme l'ont décrit les migrants de retour qui ont participé aux discussions de groupe, le rôle principal de la migration était de compléter le revenu du ménage, d'acquérir des fonds pour des projets de construction (construction ou réparation d'une maison, etc.), d'accumuler des fonds pour acquérir un moyen de transport tel qu'une moto, ou de démarrer une petite entreprise ou une activité économique à la maison qui ferait vivre le ménage. La raison principale de la migration d'après nos entretiens était, la nécessité d'améliorer les conditions de vie des ménages qui subissaient des pénuries alimentaires en raison de l'échec ou de la faiblesse de la production agricole. Dans la région de Zinder, les participants ont déclaré que le manque d'emploi ou d'activité économique dans leur pays était l'une des principales raisons d'émigrer à l'étranger. Les groupes de discussion (FGD) parmi les migrants de retour dans le département du Kantché (région de Zinder) ont fait état d'une extrême pauvreté, de mauvaises récoltes répétées au cours des dernières années et d'une insécurité alimentaire chronique dans les ménages et la communauté en général. Les analyses ont révélé un aperçu intéressant des raisons pour lesquelles les femmes et les hommes migrent. Alors que tous les migrants de retour ont cité les mêmes raisons générales décrites ci-dessus, les femmes ont déclaré que le mariage avec un migrant était la raison principale de leur migration à l'étranger. À Zinder, les femmes retournées de l'étranger ont mentionné comme raison, l'incapacité des hommes à répondre aux besoins fondamentaux de leur foyer, en particulier celle qui consiste à payer la scolarité des enfants, que ce soit en raison du manque d'un travail rémunéré ou du manque de produits agricoles à vendre dû à de mauvaises récoltes. De plus, les femmes migrantes de retour à Zinder ont été inspirées à migrer en voyant les réalisations d'autres migrants qui avaient migré auparavant. De même, les entretiens menés auprès des dirigeants communautaires décrivent la migration comme étant souvent la seule solution pour les ménages de satisfaire leurs besoins essentiels et d'améliorer leurs conditions de vie. La migration a été décrite comme le seul moyen d'assurer le bien-être économique général des ménages et un moyen de lutter contre la pauvreté. Le manque d'emploi et d'opportunités économiques ainsi que les besoins quotidiens tels que la nourriture, les soins de santé et l'éducation des enfants ont été cités comme les principales raisons pour lesquelles les gens migrent vers d'autres pays. Un leader communautaire d'une communauté rurale agricole de Zinder a décrit l'impact de la migration comme suit : « Compte tenu des conditions dans lesquelles nous vivons avec nos familles ici dans la communauté, c'est d'un très grand avantage et une évolution pour nous. Bien que nous soyons confrontés à de nombreux problèmes et injustices à l'étranger, c'est vraiment d'une grande aide ».

Les communautés rurales qui dépendent principalement de la production agricole pour leur activité économique et la consommation des ménages sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ainsi, la migration vers les pays voisins, même si elle n'est que saisonnière, permet aux personnes d'envoyer des

fonds à leurs familles qui luttent pour se nourrir, payer la scolarité des enfants et les frais des soins de santé, construire des maisons avec de meilleurs matériaux, acheter des terres à cultiver et contribuer à la création de petites entreprises et d'emplois. Nous retenons donc que les résultats de l'enquête, auprès des ménages ont révélé que sur 200 ménages interrogés, 74% ont déclaré que le bien-être socio-économique de leur ménage avait évolué positivement grâce aux transferts de fonds par le membre de leur famille migrant à l'étranger. Ce que témoigne ce tableau ci-dessous.

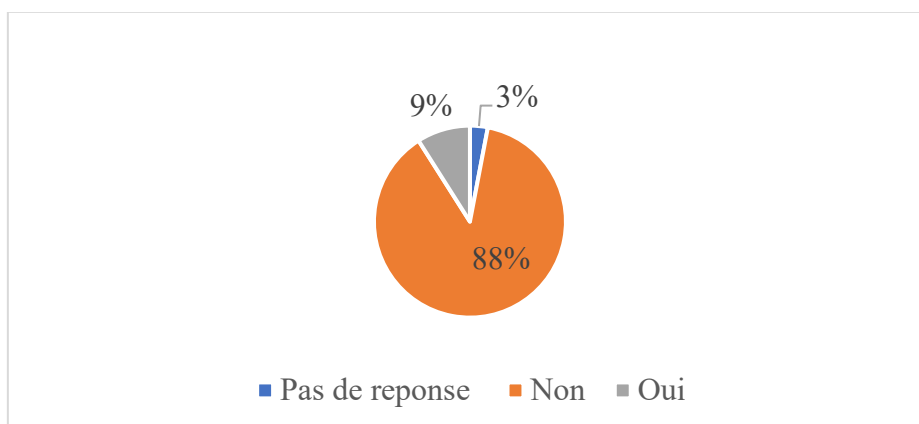
Tableau 1: Domaines d'amélioration pour les ménages grâce aux transferts de fonds

Répartition des dépenses	Pourcentage
Dépenses pour les besoins quotidiens	55%
Soins de santé (médicaments, hospitalisation, etc.)	10%
Éducation	7%
Épargne (maintien des enfants à l'école, paiement de frais de scolarité etc.)	3%
Entreprises / activités génératrices de revenus	2%
Outils de production (agriculture, vêtements, etc.)	2%
Investissement dans l'élevage ou l'agriculture	1%
Remboursement de Dette	1%
Loyer pour le logement, achat de terrain	2%
Articles ménagers (réfrigérateur, télévision, etc.)	1%
Autres (par exemple, célébrations religieuses et familiales)	17%

Source : Données de l'enquête, août 2021

Le tableau ci-dessus illustre les façons dont les transferts de fonds des migrants ont amélioré le bien-être socio-économique des ménages d'origine des migrants. Selon les résultats de notre enquête, les transferts de fonds ont eu un impact positif sur leur ménage, les personnes interrogées ont déclaré que les fonds reçus ont contribué à l'amélioration de la qualité de la nourriture et de la nutrition (besoins quotidiens) 55%, à l'amélioration du bien-être socio-économique général, à l'amélioration du statut social au sein de la communauté, et aussi à la capacité de démarrer une nouvelle activité génératrice de revenus (2%). D'autres utilisations principales des transferts de fonds sont les soins de santé (10%), y compris l'achat de médicaments et les hospitalisations des membres du ménage, et l'éducation des enfants des familles migrantes (7%). Même si le montant des transferts de fonds envoyés n'est pas très important, les ménages interrogés qui reçoivent des transferts de fonds en utilisent 2% pour épargner en outils de production (agriculture, vêtements, etc.), en cas d'imprévu, 1% pour créer une petite entreprise ou des activités génératrices de revenus, le remboursement des dettes généralement contractées auprès de ménages voisins ou dans de petites entreprises., le paiement d'impôt, de certains articles des ménages, d'un terrain etc.

Graphique 2: Petites entreprises créées par les ménages grâce aux fonds envoyés par les migrants



Source : Données de l'enquête septembre 2021

La figure ci-dessus illustre la création d'une entreprise par des ménages suite aux fonds envoyés par les migrants. Ce résultat montre que seulement 2% des transferts de fonds reçus constituent des investissements pour des entreprises ou des activités génératrices de revenus. Ce résultat n'est pas surprenant puisque l'importante somme envoyée est utilisée dans les besoins quotidiens. Les entreprises créées sont dans la plupart des cas des activités génératrices de revenus à petite échelle vendant des produits de première nécessité. Les fonds envoyés par les migrants dans leur pays d'origine, ainsi que l'argent rapporté par les migrants de retour, aident les familles, et à leur tour leurs communautés, puisqu'ils créent des petites entreprises synonymes des activités économiques qui génèrent des emplois nécessaires au sein de la communauté. Comme le décrit une personne interrogée à Kantché, la possibilité pour les gens de migrer pour travailler et leurs transferts de fonds ont apporté des changements concrets au sein de la communauté :

Oui, bien sûr... vous verrez de grands ateliers de menuiserie, de construction métallique et de charpenterie. D'autres reviennent avec des compétences en maçonnerie. Aujourd'hui nous avons des personnes qui emploient 30 à 40 personnes après avoir créé ces ateliers.

Bien que plusieurs migrants de retour aient envoyé des fonds pour des cérémonies communautaires telles que la célébration de nouvelles naissances, de mariages et de noces, du fait des fonds envoyés, les migrants expriment évidemment leur attachement à soutenir leurs familles qui sont restées au pays d'origine. Les fonds destinés à l'achat des denrées alimentaires dans les ménages permettent de combler le déficit céréalier et de couvrir, plus ou moins, les besoins alimentaires. Plus de 2/3 de ménages enquêtés sont soutenus par les migrants. Aussi, à travers des initiatives, comme celle qui consiste au migrant d'assurer quotidiennement du ragoût à sa famille en payant mensuellement la contrepartie au « boucher » fournisseur.

2.4 Impact des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté des ménages des migrants

Au Niger, bien qu'il soit difficile de mesurer les impacts des envois de fonds, ils constituent une source importante pour le développement du pays. Au niveau macroéconomique, les envois de fonds deviennent plus équilibrés que les biens des devises étrangères. Leurs variations sont souvent *contra-cycliques*, ce qui aide à

maintenir la consommation et les investissements lors d'un ralentissement économique et ils améliorent la solvabilité souveraine en augmentant le niveau et la stabilité des rentrées de devises. Au niveau microéconomique, les envois de fonds réduisent la pauvreté. Ils encouragent aussi des dépenses de santé et d'éducation en raison de l'accroissement du revenu des ménages. De plus, les transferts de fonds produisent une garantie contre les impacts négatifs en rendant de manière diversifiée les sources de revenus des ménages. Il faut se dire que les envois de fonds ont des impacts positifs sur la croissance économique du Niger. Malgré leur faible poids, ils tournent autour de 1,9% du PIB qui est inférieur à l'Investissement Direct Etranger se situant à 17,40% à celui de l'Aide Publique au Développement qui est de 13,8% R.M. Verdugo Matés (2014). En plus de la faible implication d'un système de protection sociale et d'assurance notamment la Stratégie de Développement Rural (SDR) au Niger, les transferts de fonds des migrants constituent une source de revenu importante additionnel pour la quasi-totalité de familles. Ils permettent ainsi d'avoir l'accès aux services sociaux de base comme l'éducation et la santé. Les données de l'enquête nationale sur le budget et la consommation des ménages au Niger, démontrent que la réception de transferts internationaux par le ménage accroît la proportion d'enfants scolarisés d'environ 10 % (Boutin, 2011).

Cependant, selon les résultats de notre enquête, la survie des ménages dans les communes à fort taux d'émigration est fortement dépendant des migrations internationales du fait des transferts de fonds. En effet, avec les crises alimentaires structurelles au Niger en général et particulièrement dans cette région de Zinder, les chefs de ménages confirment que les transferts de fonds des migrants sont des stratégies d'adaptation face à ces fléaux. Ils permettent d'avoir moins de pression sur les greniers familiaux pour ainsi survivre à la période de soudure (Mounkaila, 2002, Oumarou, 2008). Toutefois, les chefs de ménages concernés par cette étude confirment que les envois de fonds des migrants présentent des aspects positifs dans ces communes. D'une manière générale, les transferts monétaires constituent une source de résolution de plusieurs problèmes. L'utilité des envois de fonds est jugée par la satisfaction des besoins immédiats des populations restées aux villages notamment dans l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accès aux infrastructures hydrauliques et sanitaires ainsi que des actions philanthropiques. S'agissant des impacts socio-économiques des migrations internationales dans ces communes, les populations locales interrogées ont une perception positive des migrations à travers les transferts de fonds. Mais certains entretiens réalisés avec les autorités locales nous font ressortir que des impacts positifs des transferts de fonds ne sont qu'à l'échelle familiale seulement. Ils constatent que compte tenu du nombre important des migrants dans les communes et la masse monétaire qui y circule, les transferts des fonds auraient mieux amélioré quelques indicateurs en l'occurrence, l'amélioration des infrastructures routières pour le désenclavement. Les réponses données par les différents chefs de ménages montrent qu'ils décèlent le rapport entre les envois de fonds des migrants sur le développement local. La satisfaction des besoins urgents des ménage traduit la valeur ajoutée des envois de fonds sur l'amélioration leur de bien-être sans tendre la main vers l'extérieur bien que certaines analyses les considèrent comme un moyen de survie à court terme mais épaulent les ménages vulnérables à parvenir à un niveau de consommation de base C.B. Meka'a, (2015). Beaucoup de chefs de ménage ont retrouvé leur dignité pour avoir honoré les engagements avec l'appui financier et matériel de leurs enfants partis sur divers horizons et dont la marge de manœuvre consiste à envoyer une partie de gain afin de répondre à leurs différentes sollicitations.

Comme nous l'avons souligné tout au long de notre analyse, les mouvements migratoires s'avèrent indispensables pour le rayonnement des villages et hameaux des communes de la région de Zinder. Ils symbolisent un moyen efficace de survie face aux chocs climatiques. La précarité des moyens d'existence liée aux aléas climatiques (déficit céréalier chronique, la dégradation du couvert végétal imputable aux changements climatiques,) contraignent les hommes à aller en exode afin de faire face à toutes ces difficultés. La migration est donc une donnée significative dans la mémoire collective de toute la région de Zinder en général. Les migrations internationales sont des éléments importants pour tous les chefs de ménage, et nécessitent un sacrifice important. Le migrant doit d'abord avoir la bénédiction de la famille en plus du concours des marabouts J. Maggi et al. (2008). Pour certains chefs de ménage, les flux migratoires dans la commune relèvent des motivations individuelles qui sont des enjeux essentiels conduisant sur les chemins les jeunes les plus intrépides S. Bredeloup (2008). Il faut souligner que selon les résultats de notre enquête de terrain, les revenus minimums mensuels suites aux transferts de fonds des migrants sont de l'ordre de 35 000 FCFA minimum dans certains ménages disposant un seul migrant et de 52 750 à 200 000 FCFA et plus pour les ménages qui ont plus de deux personnes migrantes. Ce qui correspond à 54 euros pour les premiers et 308 euros pour les seconds. Une comparaison du plus petit revenu (54 euros) aux données officielles de la république du Niger montre que ce dernier est deux fois et demi supérieur au seuil de pauvreté et presque quatre fois supérieur au seuil d'extrême pauvreté. Il se trouve par ailleurs qu'il est équivalent au PIB/ habitant du Niger qui est de 204 euros. Cette comparaison basée uniquement sur les revenus des ménages dus aux transferts des fonds permet de montrer l'importance de ces migrations internationales dans l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires et sa réduction sur la pauvreté des ménages.

2.5 Les transferts monétaires des migrants, comme favorables à la lutte contre l'insécurité alimentaire des ménages

Dans la région de Zinder, les habitudes alimentaires des populations rurales varient très peu et sont principalement fondées sur les céréales de base. Cependant, en fonction du milieu, les habitudes alimentaires se caractérisent par les compositions suivantes. En milieu rural, la base alimentaire repose sur le mil et le sorgho. Ces deux céréales sont plus généralement transformées en boule ou en bouillie consommées chaque jour lors des différents repas par tous les membres d'une famille (parents, enfants, hommes et femmes). En milieu urbain, pour le grand nombre des citadins, les céréales de base auxquelles s'ajoute le maïs sont consommées lors du repas du soir sous forme de pâte accompagnée de sauce et le déjeuner est à base de riz (Institut National de la Statistique INS, 2013). Dans les communes à fort taux d'émigration, les ménages bénéficiaires des fonds des migrants notamment ceux qui ont un revenu annuel supérieur à un million de francs CFA, bien que vivant en milieu rural, adoptent le régime alimentaire des populations urbaines. C'est-à-dire que le repas de riz au déjeuner et celui de pâte de mil ou de sorgho le soir, la boule ou la bouillie sont en appoint. Ce régime est plus connu comme étant celui des fonctionnaires. Comme, nous le rapporte un chef de ménage interrogé : « ... Avant nos repas étaient ceux des paysans, mais aujourd'hui, avec les fonds reçus, nous mangeons comme les fonctionnaires » (El hadji Allélé, chef de famille à Kantché Aout, 2021) ». Ce changement des habitudes alimentaires dans les ménages fortunés des fonds des migrants est particulièrement perceptible dans les ménages aussi qui ont des enfants scolarisés. Car ils estiment

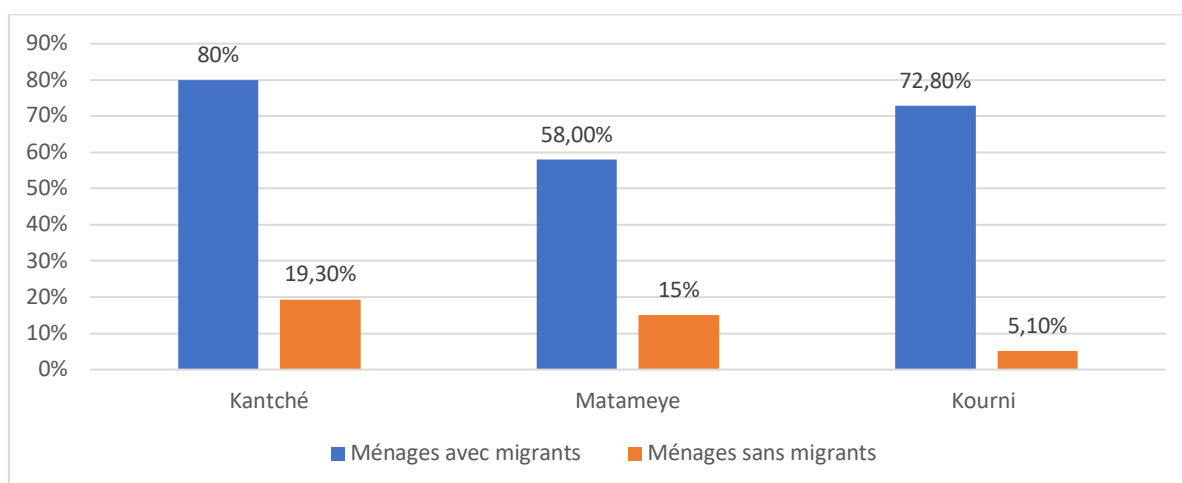
qu'au retour de l'école les enfants doivent avoir une alimentation qui leur permet de suivre une bonne scolarité à l'image des enfants des fonctionnaires qui prennent un repas tous les midis. Cette attention des parents sur la qualité de l'alimentation de leurs enfants est un changement de comportement en soi. Car disent-ils, tant qu'ils ont les moyens, c'est un impératif de donner à leurs enfants, les mêmes chances de réussir à l'école que les enfants des fonctionnaires. On peut penser que l'introduction d'un repas cuisiné à midi dans les habitudes alimentaires des ménages ruraux contribue à la lutte contre la malnutrition protéino-énergétique (MPE) dont souffrent plus généralement les enfants, car ce repas se compose généralement d'une sauce à base de viande. A cet effet, au plan alimentaire, les denrées acheminées dans les ménages permettent de combler le déficit céréalier et de couvrir, plus ou moins, les besoins alimentaires des ménages. Ce sont des initiatives salutaires comme celles qui consistent pour le migrant d'assurer quotidiennement le repas à sa famille en payant mensuellement la contrepartie aux « fournisseurs » alimentaires des ménages.

2.6 Les transferts monétaires comme moyen de facilitation d'accès aux soins de santé des ménages

Depuis l'instauration du recouvrement¹ des coûts de santé au niveau des formations sanitaires suite à l'initiative dite de Bamako et son application au Niger, les populations prennent part à la prise en charge des coûts de leur propre santé. A cet effet, des fourchettes de prix leur sont proposées par le ministère de la Santé afin de leur permettre de fixer par elles-mêmes le coût de leur prise en charge sanitaire. Par exemple, la fourchette de prix pour la prise en charge d'un enfant de moins de cinq ans est au minimum de 250 F CFA et au maximum 500 F CFA. Pour un adulte, le minimum est de 500 F CFA et le maximum de 1000 F CFA. Ainsi, une mauvaise prise en charge correspond aux valeurs minimales et une bonne prise en charge correspond aux valeurs maximales. Les populations interviennent pour fixer le coût du forfait de leur prise en charge sanitaire à travers leur comité de santé qui, en milieu rural, est composé des délégués de tous les villages environnants du Centre de Santé Intégré (CSI). Plus généralement, le coût retenu est à la mesure du pouvoir d'achat des populations locales. Il ressort d'après nos enquêtes que la plupart des ménages bénéficiaires des fonds des migrants ont choisi des coûts de prise en charge proche des valeurs maximales, si ce ne sont les valeurs maximales elles-mêmes (PDC, 2018). Ce choix d'un forfait conforme aux valeurs maximales est dû à l'augmentation de revenus des ménages suite aux transferts de fonds des migrants. Ce qui n'est pas du tout le cas pour les ménages non bénéficiaires qui, dans la plupart des cas, restent dans des proportions très proches des valeurs minimales, ce qui entraîne une mauvaise prise en charge d'après les responsables des formations sanitaires. Par ailleurs, d'après les responsables des formations sanitaires, le taux de fréquentation d'un CSI et l'importance de ses recettes mensuelles sont autant d'indicateurs qui renseignent sur l'augmentation des revenus des ménages. D'après nos enquêtes, la totalité des ménages bénéficiaires des fonds des migrants affirment pouvoir couvrir les besoins de leurs familles en soins de santé sans recourir à l'aide d'un tiers.

¹. Notons que le recouvrement des coûts de la prise en charge permet de renouveler le stock de médicaments et de prendre en charge le salaire du gestionnaire et d'acheter des outils de gestion.

Graphique 4 : Impact des transferts des fonds sur l'accès aux soins de santé des ménages par commune

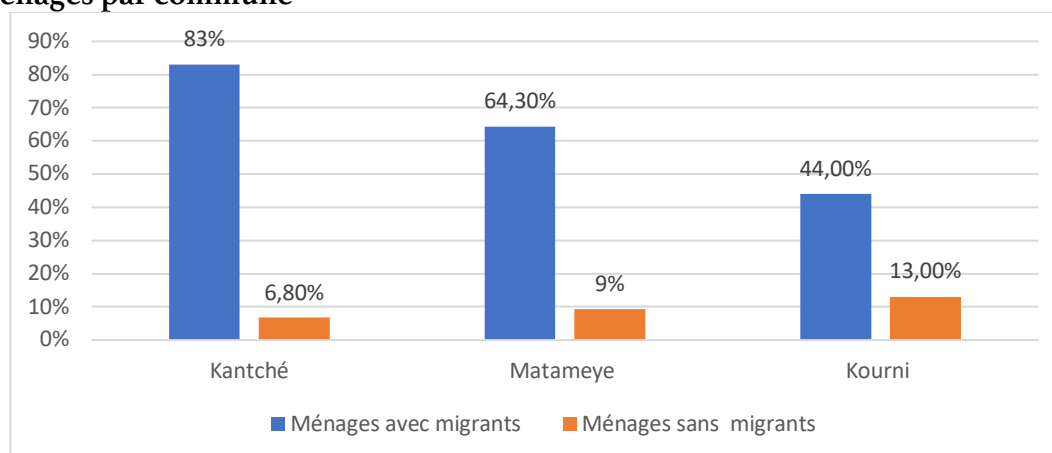


Source : Données de l'enquête, Août 2021

La lecture de ce graphique 4 montre clairement l'appréciation d'accès aux services de la santé des ménages grâce aux transferts des fonds des migrants. Il ressort de nos résultats que la satisfaction des services offerts par les centres de santé est relative d'une commune à une autre, elle est également fonction du statut migratoire. Ainsi, au niveau de la commune de Kantché, il y'a un peu plus de 80% qui sont très satisfaits par les services offerts par les fonds des migrants sur l'accès aux soins de santé des ménages au statut migratoire contre 19,3% des ménages dirigés par les non migrants qui sont plutôt insatisfaits de l'impact des transferts des fonds sur l'accès aux soins de santé. Notons également que cela s'expliquerait par le fait que ces ménages souffrent de l'insuffisance d'argent pour en accéder. Au niveau de la commune de Matameye, la proportion des ménages qui sont très satisfaits des services de l'impact des transferts de fonds est de 58,9% au niveau des ménages dirigés par les migrants contre 15% dans les ménages dirigés par les non migrants. Quant au niveau de la commune de Kourni, il ressort de nos résultats que 72,8% des ménages au statut migratoire sont également très satisfaits de l'impact des fonds des migrants sur l'accès aux soins de santé contre 5,1% au niveau des ménages sans migrants. De ce fait, il faut souligner que la proportion des ménages qui ont manifesté leur satisfaction sur l'impact des migrations sur l'accès aux services de santé dans les ménages sont ceux dont la valeur de somme reçue desdits ménages est assez intéressante jusqu'à leur permettant de bien subvenir à leur besoin aux services de la santé.

2.7 Les transferts monétaires comme favorables à la scolarisation des enfants des ménages

Dans les représentations du bien-être et du développement des ménages, il ne ressort pas un besoin d'alphabétisation ou de scolarisation pour eux-mêmes, mais, ils ont le souci de celle de l'instruction de leurs enfants. En effet, contrairement à ce qu'on pourrait penser, les ménages au statut migratoire ne souhaitent pas reproduire les mêmes schémas éducationnels que leurs parents en refusant d'envoyer leurs enfants à l'école. Ils préfèrent leur donner leur chance afin qu'ils puissent devenir un jour ce qu'ils appellent un « Mouché » c'est-à-dire un « Monsieur », plus précisément un fonctionnaire (enseignant infirmier ou autre). Ils disent avoir compris la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école au vu des diverses possibilités qu'elle leur offre. D'après nos enquêtes, la scolarisation des jeunes filles, les parents ne s'y opposent pas vraiment. Seulement, ils disent disposer d'un indicateur imparable du suivi, qui consiste à surveiller leur rang à l'école. Dès que celui-ci est au-delà de 30 sur un de 60 élèves, alors les parents les retirent de l'école et les donnent en mariage. Leur souci est d'éviter qu'elles fassent de mauvaises rencontres qui puissent les amener à tomber enceinte et par là même déshonorer la famille. Quand les garçons n'arrivent pas à réussir dans leurs études, les parents affirment qu'ils feront comme eux, c'est à dire qu'avoir aussi le désir de migration. Cependant, ils gardent un fond de regret car en réussissant à l'école, les enfants auraient au moins la possibilité de tenter leur chance dans d'autres domaines. Du fait de l'importance de fonds envoyés par les migrants, les ménages bénéficiaires affectent dans la scolarisation de leurs enfants une part non négligeable des revenus tirés de retombées migratoires. Il ressort de nos résultats que 74% d'entre eux affirment y sacrifier 5 % de leur revenu, et 20% y consacrent entre 5 à 10% et seulement 6% affirment affectés entre 10 à 20% de leur revenu dans l'éducation de leurs enfants. En effet, ce soutien financier des migrants dans les ménages couvre l'achat du matériel et fournitures scolaires des enfants à savoir les cahiers, stylos et des manuels dans certains cas etc. Notons que dans la région de Zinder, la construction du Collège d'Enseignement Général (CEG) a été entièrement financée par l'Etat. La présence de ce collège permet aux parents de maintenir leurs enfants sur place au lieu de les envoyer dans les collèges beaucoup plus éloignés de leurs villages où ils peuvent avoir des difficultés à trouver un tuteur. C'est pour cette raison que les parents d'élèves ont fait une demande de création du collège dans certaines localités très reculées du département de Kantché. Mais face à la lenteur mise par les autorités administratives à répondre à leurs doléances, les parents ont adopté des stratégies grâce aux transferts monétaires des migrants afin de permettre aux élèves de poursuivre leurs études au collège. Cette stratégie est la contribution de parents d'élève qui ont pour la plupart payé des vélos, des motos à leurs enfants afin qu'ils puissent aller à l'école sans difficulté. Selon un chef du village de Yaouri : « les parents d'élèves, achètent des moyens de déplacement notamment les vélos, motos afin de mettre leurs enfants dans les conditions de réussir leur scolarité ». (Extrait de l'entretien du 20 juillet 2021. » Certains parents nous disent construire des maisons en semi dur pour faciliter l'installation des enseignants, des professeurs et des fonctionnaires, une façon de leur donner l'envie de rester dans leurs villages.

Graphique 5 : Impact des transferts de fonds sur l'éducation des enfants dans les ménages par commune

Source : Données de l'enquête, Août 2021

Le graphique 6 ci-dessus montre clairement l'impact des migrations sur l'éducation des ménages enquêtés. Il ressort de ces résultats qu'au niveau de la commune de Kantché les ménages qui sont satisfaits de l'impact des migrations sur la scolarisation des enfants est de 83 % au niveau des ménages recevant les transferts de fonds des migrants contre seulement 6,8% au niveau des ménages qui sont en réalité non bénéficiaires des fonds des migrants. Au niveau de la commune de Matameye, les ménages ayant manifesté leur satisfaction sur l'impact des migrations sur l'éducation sont de 64,3% contre 9,4% qui ne sont pas satisfaits des services offerts par les migrants sur l'éducation au niveau de leurs ménages. Enfin au niveau de la commune de Kourni la tendance est sensiblement la même selon le statut migratoire. En effet, les proportions des ménages qui sont très satisfaits des services offerts tournent au moins autour de 44% et celles des ménages qui ne sont pas plutôt satisfait sont de 13%. Les proportions des ménages qui sont plutôt satisfaits de l'impact de la migration sur l'éducation de leurs enfants sont ceux dont le niveau d'instruction des enfants est beaucoup plus amélioré grâce aux fonds envoyés par les migrants qui leur permettent de prendre bien en charge tous les frais de scolarité y afférant de leurs enfants jusqu'au niveau supérieur pour certains. Par contre, les ménages qui ne sont pas du tout satisfait sont ceux qui ont le manque de moyens financiers nécessaires pour financer l'éducation de leurs enfants. Ce qui rend très difficile la continuité de leurs études, contraignant certains à abandonner.

2.8 Un pouvoir d'achat favorable à la modernisation du cadre de vie des ménages des migrants et de la communauté

Les migrations internationales à travers les transferts de fonds des migrants de la région de Zinder permettent aussi aux populations locales de s'intéresser à la modernisation de leur habitat et d'en faire une priorité. Outre ce domaine, certains migrants se chargent de l'habillement des membres de leurs familles. Ces derniers effectuent ces dons dès que c'est possible, ou à des occasions de fêtes pour, ainsi les décharger de cette exigence sociale. Aussi, dans le but d'assurer de meilleures conditions de logement à leurs familles, les migrants investissent dans la construction

et la rénovation des logements. Selon les données de l'enquête, 26,98% et 42, 85% des ménages affirment, respectivement, avoir reçu des fonds pour construire et rénover leurs logements. L'immobilier est un important secteur d'investissement personnel des migrants qui envisagent de rentrer définitivement un jour ou l'autre. Ces derniers, attendant ce jour heureux, offrent à leur famille des meilleures conditions de logement. Les toitures en tôles remplacent celles en paille. Les maisons en dur, en semi dur ou en banco remplacent celles en paillotes. L'ameublement des chambres et leurs équipements avec divers objets d'ornement moderne sont désormais caractéristiques de certaines maisons. Comme le prouve l'enquête, les constructions deviennent de plus en plus importantes dans les communes à forts taux d'émigration traduisant le signe de la réussite migratoire et ou sociale. Ces constructions connaissent une évolution. Des maisons en paillotes et en banco se côtoient désormais avec quelques-unes construites en matériaux définitifs. D'où qu'on remarque un processus d'urbanisation dans des villages, comme Kantché, Kourni dans la région de Zinder. En effet, d'après nos échanges avec la population, seuls ceux qui sont ont d'autres revenus en plus des fonds des migrants s'intéressent à améliorer leur habitat tant du point de vue des matériaux de construction que celui de l'architecture. L'amélioration de la qualité de leur habitat est motivée autant par le souci d'accéder à plus de confort que celui de changer de statut. Ceci est dû au fait que l'occupant d'une villa ou d'une maison en dur a toujours été au Niger un commerçant ou un fonctionnaire. D'ailleurs, les quelques ménages qui vivent dans des habitations en dur sont en réalité des commerçants, et ceux qui reçoivent des fonds importants venant des émigrés, ensuite ceux qui investissent dans la production, mais qui sont plus actifs dans la commercialisation.

En ce qui concerne, l'accès à l'eau potable, elle est assurée également par les migrants de retour qui ont compris l'importance d'y installer. Il ressort que 24% des ménages des migrants de retour, comme dans le chef-lieu de la commune de Kantché disposent des forages individuels dans leurs ménages grâce aux transferts des fonds des migrants. Selon nos observations, à Matameye dans le département de Kantché par exemple, beaucoup de ménages sont dotés de forages individuels dus aux efforts financiers des migrants de retour, cela est favorisé par la capacité économique des ménages à rendre réelle l'accès à l'eau potable. La propension à accéder à l'eau potable se généralise aussi dans les villages ruraux des migrants de la basse vallée à cause des difficultés de l'accessibilité de la technologie du forage, les migrants s'activent à financer les fonçages des puits grâce à leurs initiatives communautaires.

Quant à l'accès à l'électrification, selon nos entretiens avec les chefs de famille, plus de 26% des ménages ont électrifié leurs maisons grâce aux transferts des fonds des migrants également ceux qui se trouvaient sans électricité avant. Cela est fréquent dans les villages électrifiés grâce au programme d'électrification des zones rurales entrepris par l'Etat du Niger depuis 2007. Dans les cas des villages trop reculés des zones électrifiées, on y trouve des migrants qui achètent des panneaux solaires suivi de ses compléments (batteries, des fils), de groupes électrogènes afin de doter leurs ménages à usage personnel voire même privé. Une caractéristique commune adoptée à la plupart des villages non électrifiés. Et ensuite l'achat des moyens de déplacement notamment l'abondance des motos, de grosse cylindrée (125 cm³) de marque japonaise, coréenne ou chinoise, utilisées par les jeunes pour se déplacer entre leurs villages et les centres urbains aussi bien du côté nigérien que du côté nigérian. Certains ménages recevant d'importants fonds utilisent des voitures pour leurs déplacements personnels. Mais tous ces éléments assez illustratifs de signes extérieurs de richesse,

ne sont pas ceux sur lesquels sont fondés les traits de différenciation sociale. Toutefois, les enjeux du développement de la croissance économique se résument aux paiements des impôts, au financement du pèlerinage à la Mecque, à la réduction de la pauvreté par une amélioration considérable des conditions de vie des ménages du point de vue de la satisfaction des besoins alimentaires, vestimentaires et quelques investissements productifs porteurs de croissance économique. Sur le plan microéconomique, les transferts de fonds des migrants sont une source de fonctionnement de l'administration communale par l'acquittement des impôts selon les entretiens réalisés avec les autorités communales. Au titre du budget 2017, les populations imposables ont versé plus de 29 000 000 CFA, une masse importante qui peut servir à amorcer les jalons d'un développement socio-économique dans ces communes (PDC Kantché et Matameye, 2018).

Conclusion

Cette recherche a montré qu'au Niger, les migrations internationales sont liées à un schéma historique de migration saisonnière et circulaire vers les pays voisins. Aujourd'hui, les mouvements migratoires sont devenus un problème mondial pour plusieurs raisons. La précarité des moyens d'existence de beaucoup de jeunes dans les pays d'origine, le chaos démocratique, les conflits politiques, tribaux, la dégradation de l'environnement sont quelques éléments catalyseurs des migrations dans le monde. Dans la région de Zinder, suivant le calendrier agricole, la population s'adonne à la migration depuis plusieurs décennies. Cette région a constaté ces dernières années, une intensification du mouvement migratoire dans plusieurs communes. Ce déplacement présente des effets bénéfiques pour des nombreuses familles, car nombreux sont les migrants qui parviennent à subvenir aux besoins de leurs familles grâce aux transferts de fonds ou des ressources A. Garba (2009). Il ressort des résultats de cette recherche que les transferts monétaires des migrants ont un impact positif sur les familles d'origine. Les résultats de notre enquête ont montré que les migrants dans la région de Zinder migrent en grande majorité dans le but principal de fournir des fonds supplémentaires à leurs ménages pour répondre aux besoins de base et améliorer la situation socio-économique globale de leurs familles. En ce sens, tous les migrants que nous avons interrogés ont déclaré qu'ils transfèrent des fonds à leurs familles restées aux villages. Les canaux utilisés pour envoyer ces fonds sont formels et informels. Il s'agit en ce qui concerne les mécanismes formels des banques, les sociétés de transferts d'argent (western, money gram, Al'iza, BNIF Afuwa etc.) et les mécanismes informels (migrants de retour, cabine téléphonique, commerçants). Ces fonds envoyés par les migrants sont destinés à la consommation alimentaire, la santé, l'éducation, les cérémonies religieuses, l'investissement productif etc. De plus, les résultats obtenus auprès des ménages ont indiqué que les transferts de fonds des migrants envoyés à leurs familles contribuaient positivement au bien-être des ménages d'origine des migrants et expliquent pourquoi la migration circulaire dans la région se poursuit jusqu'aujourd'hui. Les migrants de retour interrogés dans les ménages ont également perçu la migration de main-d'œuvre vers les pays voisins comme nécessaire pour pallier les pénuries alimentaires des ménages, améliorer les conditions de vie globales des foyers et générer même des revenus pour les petites entreprises dans leurs communautés d'origine. Les fonds reçus par les ménages ont contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie à travers la réduction de la pauvreté. En effet, les ménages bénéficiaires des transferts de fonds des migrants contribuent à la sécurité alimentaire en ayant accès à la bonne alimentation. Ils ont les

moyens de faire face aux chocs climatiques et à la rénovation de leurs logements. Ces ménages ont les meilleurs accès à l'éducation de leurs enfants, et aux soins de santé. Les transferts monétaires des migrants offrent donc aux ménages bénéficiaires un capital économique leur permettant d'avoir les fonds pour exercer des petits commerces, d'investir dans l'agriculture, l'élevage, et la création des petites entreprises. Les résultats sur les impacts positifs des transferts de fonds ont aussi permis l'amélioration du cadre de vie de la communauté au niveau de l'offre sur la possession des moyens de transport des ménages, l'installation des robinets à usage personnels des ménages, ainsi que leur électrification. D'autres ménages bénéficiaires se permettent de s'acquitter aisément le paiement de leurs impôts, jusqu'à même effectuer le pèlerinage à la Mecque grâce aux efforts financiers des migrants consentis à destination de leurs familles.

Références bibliographiques

- Aboubacar, S. (2015). Migrations et participation communautaire: Cas de la commune rurale d'Allakaye au Niger. *mémoire de Master II, USC et UAM*, , 110pages.
- Amadi S. (2008). Migration et Expulsion en Afrique de l'Ouest : Développer des Solutions Efficaces, Rapport présenté au Colloque Judiciaire d'Abuja (Nigéria), 9 et 10 mars. *Rapport*, , , 38 P.
- Boutin, D. (2011). Envois de fonds et allocation du temps des enfants au Niger: L'effet indirect des chocs négatifs, laboratoire d'analyse et de recherche en finance et économie internationale,. *Université Montesquieu- Bordeaux IV*, 36 , 36 pages.
- Boyer. F. (2013). La figure de Pénélope ou l'immobilité dans le contexte des migrations circulaires e-Migrinter. pp 53-64 .
- Bredeloup, S. (2008). l'aventurier, une figure de la migration africaine, Cahiers internationaux de sociologie. 2008/2, n°125,, pp-208-306.
- Fullenkamp, C. (2013). Are immigrant remittance flows a source of capital for development? *IMF Working Paper WP/03/189*.
- Murakam, E. (2021). International migration and remittance effects on school enrolment of children staying behind : The evidence from Tajikistan. *Intrnational Journal of Educational Development*.
- Garba, A. (2009). Transfert des fonds dans la région de Tahoua, mémoire de maîtrise en géographie. *Université Abdou Moumouni de Niamey*, 82 pages,
- Gubert, F. (2007). Le comportement de transfert de migrant est-il guidé par un motif d'assurance ? l'exemple des maliens de Kayes. *ARTICLE* .
- INS, PNUD. (2013). Impact des Transferts sur la réduction de la pauvreté au Niger, 54 pages. 54 pages.
- Kamdem. P. (2007). Camerounais en Île-de-France : Dynamiques migratoires et stratégies d'intégration socio-spatiale différenciées. Paris, L'Harmattan, 313 p.
- Maggi J. et al. (2008). Louga, Sénégal : Représentation de la migration auprès des communautés d'origine, Université de Genève. *UNESCO et OIM*, UNESCO et OIM, 37 pages.
- Meka'a, C.B. (2015). Transferts de fonds des migrants et dépenses des ménages : application du cas de Cameroun. région et développement N°41- , PP 202-230.
- Mounkaila, H. (2002). De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger), *Revue européenne des migrations internationales. Vol.18.N°2*, pp 161-187.



- Ndione, B. Lombard, J. (2004). Diagnostic des projets de réinsertion économique des migrants de retour: Etude de cas au Mali (Bamako, Kayes). In: *Revue européenne des migrations internationales*. Vol 20, N°1, PP 169-195.
- Oumarou, H. (2008). Le rôle des ressortissants et des migrants de Bambey face à la crise, Afrique contemporaine, 2008/1(N°225) p.199
- PDC. (2018). Plan de développement communal de Kantché, Matameye, Kourni.
- Puri, S. et Ritzema, T. (1999). Migrant worker remittances, micro-finance and the informal economy: Prospects and Issues, Entreprise and Cooperative Department International Labor office Geneva. *working paper/21*, 41 pages.
- Stahl C. W. et Arnold, F. (1986). Envois de fonds des travailleurs étrangers dans le développement asiatique. *Revue des migrations internationales*,
- Ratha ,D., Mohapatra S., Silwal , A. (2011). Le Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds, édition, Banque mondiale, 275 p. 2e édition, Banque mondiale [en ligne] consulté le 15/01/2021. URL : <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Factbook2011French.pdf> , édition, Banque mondiale, 275 p.
- Verdugo Mates, R. M. (2014). flux migratoires et économiques entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest : une analyse appliquée à la péninsule ibérique et en Afrique de l'Ouest.
- Zourkaléini Y. et al . (2013). Un regard vers le Sud : Profil des migrants et impact des migrations. *Rapport de Recherche, Genève, OIM*, 182 P.